

## INDONÉSIE

Le revenu par habitant converge vers le niveau des pays de l'OCDE, mais l'écart reste considérable, essentiellement du fait d'un déficit de productivité de la main-d'œuvre. De nouvelles mesures dans les domaines suivants contribueraient à réduire cet écart. Dans d'autres domaines, les autorités ont pris récemment des initiatives pour atténuer le changement climatique, en se fixant des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### **Accroître les ressources de l'enseignement secondaire et améliorer l'efficacité globale du système éducatif**

Les dépenses publiques d'éducation ont sensiblement augmenté, en particulier en matière d'enseignement primaire, mais elles restent relativement faibles aux échelons supérieurs du système éducatif. La qualité de l'enseignement est faible, notamment dans les zones rurales, ce qui pèse sur les taux de diplômés.

**Mesures prises :** Le ministère de l'Éducation avait lancé une stratégie pour 2005-09 destinée à améliorer la gouvernance du système éducatif, l'accès à l'enseignement et sa qualité.

**Recommandations :** Subordonner les transferts de revenus à la fréquentation de l'enseignement secondaire par les enfants, et prendre en charge les droits d'inscription dans l'enseignement secondaire pour les enfants issus de milieux défavorisés, afin de rehausser les taux d'inscription. Évaluer régulièrement les compétences pédagogiques des enseignants, pour améliorer la qualité de l'enseignement.

#### **Améliorer le cadre réglementaire des infrastructures**

Les autorités de régulation manquent d'indépendance, et des incertitudes réglementaires généralisées font obstacle à l'investissement privé.

**Mesures prises :** Une loi de 2009 sur l'électricité ouvre la voie à une participation accrue du secteur privé aux activités de production, de distribution et de transport. Le gouvernement a annoncé qu'il ne financerait qu'à hauteur de 36 % un plan d'investissement de 157 milliards USD entre 2010 et 2014, le secteur privé étant censé combler l'écart.

**Recommandations :** Réduire les incertitudes et les obstacles réglementaires, afin de stimuler l'investissement privé. Accorder leur indépendance aux organismes de régulation, les contraindre à rendre davantage des comptes au public, et en créer de nouveaux dans les secteurs où ils font défaut. Réformer les procédures d'expropriation foncière afin de raccourcir le délai d'obtention de décisions équitables en termes de dédommagement.

#### **Réformer le droit du travail pour remédier au problème de l'économie informelle**

Compte tenu de sa rigidité, le code du travail offre une solide protection aux salariés du secteur formel de l'économie, ce qui encourage les créations d'emplois dans le secteur informel et nuit à la productivité de la main-d'œuvre.

**Mesures prises :** Aucune.

**Recommandations :** Afin de renforcer l'efficacité du système d'assurance contre les pertes de revenu salarial, mettre en place une forme d'allocations de chômage, tout en simplifiant les procédures de licenciement et en réduisant les indemnités de licenciement. En outre, plafonner les hausses du salaire minimum en termes réels afin qu'elles ne soient pas supérieures aux gains de productivité du travail.

### Autres grandes priorités

#### **Réduire les obstacles à l'entrepreneuriat et renforcer les institutions chargées de lutter contre la corruption**

Malgré des progrès, l'environnement des entreprises demeure moins attractif en Indonésie que dans des pays comparables de la région. Des charges administratives excessives, des restrictions importantes à l'investissement direct étranger (IDE) dans certains secteurs et la corruption limitent l'entrepreneuriat.

**Mesures prises :** En 2010, le gouvernement a réduit les restrictions à l'IDE, en particulier dans le secteur des services. La loi de 2009 sur les impôts locaux limite les types de prélèvements que peuvent appliquer les collectivités locales et favorise la concurrence fiscale.

**Recommandations :** Simplifier les procédures administratives de création de nouvelles entreprises en réduisant le nombre d'autorisations professionnelles et en mettant en place des guichets uniques dans les districts où ils font actuellement défaut. Réduire encore les restrictions à l'IDE dans les secteurs des télécommunications et des transports. Poursuivre les efforts de lutte contre la corruption, en réformant l'administration des impôts et en simplifiant encore le système d'autorisations professionnelles.

#### **Supprimer progressivement les subventions à l'énergie**

Les subventions à l'énergie sont coûteuses sur le plan économique, inéquitables sur le plan social, dommageables sur le plan environnemental, et incompatibles avec la stratégie de croissance verte du gouvernement.

**Mesures prises :** D'après le plan de développement à moyen terme de 2010, les subventions aux énergies fossiles seront éliminées d'ici à 2014. Le gouvernement a revu à la hausse les aides destinées aux énergies renouvelables.

**Recommandations :** Respecter le calendrier prévu pour l'élimination des subventions aux énergies fossiles et élargir la portée de cet engagement aux subventions à l'électricité, tout en offrant des aides aux revenus plus efficacement ciblées sur les ménages les plus démunis et ceux qui seront les plus durement touchés par la suppression de ces subventions.

## INDONÉSIE

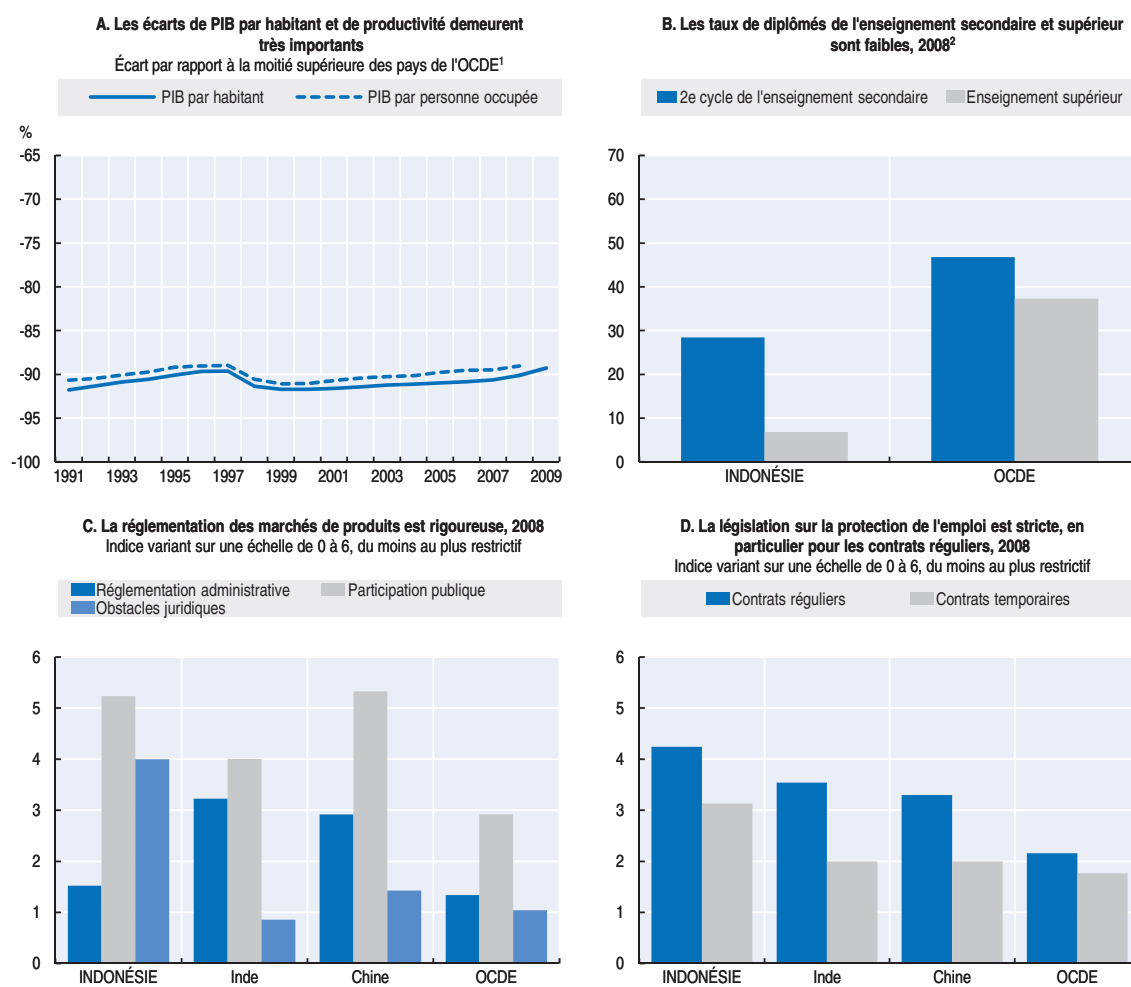
## Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage

	1998-2008	1998-2003	2003-08
PIB par habitant	3.4	2.3	4.4
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	..	..	..
dont : Taux d'emploi	0.6	0.4	0.9
Nombre moyen d'heures travaillées	..	..	..
Productivité du travail <sup>1</sup>	2.7	2.0	3.5
dont : Intensité capitalistique	..	..	..
Productivité multifactorielle	..	..	..

1. La productivité du travail est mesurée à l'aide du PIB par personne occupée.

Source : Estimations fondées sur les Bases de données des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2010) et des Indicateurs clés du marché du travail (BIT, 2010).



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de l'OCDE les mieux classés en termes de PIB par habitant et de PIB par personne occupée (sur la base des PPA constantes de 2005).
2. Somme des taux d'obtention à chaque âge, d'un diplôme d'enseignement général du 2<sup>e</sup> cycle du secondaire d'une part, et d'un diplôme sanctionnant une première formation tertiaire de type A, d'autre part.

Source : Graphique A : Bases de données des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2010) et des Indicateurs clés du marché du travail (BIT, 2010) ; graphique B : OCDE (2010), Regards sur l'éducation ; graphique C : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits et Woelfl, A. et al. (2010), « Product Market Regulation: Extending the analysis beyond OECD countries », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 799 ; graphique D : OCDE, Base de données sur l'emploi.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932386814>